Projet de règlement grand-ducal

**portant détermination des modalités de désignation des
représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers,
ainsi que leur répartition par nationalités.**

Avis du Conseil d'Etat

(11 octobre 2011)

Par dépêche du 12 mai 2011 du Premier Ministre, Ministre d'Etat, le Conseil d'Etat fut saisi du projet de règlement sous rubrique, élaboré par la ministre de la Famille et de l'Intégration. Le texte du projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. Les avis de la Chambre des salariés et de la Chambre des métiers sont parvenus au Conseil d'Etat par dépêches respectivement du 1^{er} juin 2011 et du 10 août 2011.

Le Conseil d'Etat a pris connaissance de l'avis du 21 juillet 2011 des membres sortants du Conseil national des étrangers, dont le mandat est venu à échéance le 25 octobre 2010.

Le projet de règlement grand-ducal vise à déterminer les modalités de désignations des représentants des étrangers au Conseil national pour étrangers ainsi que leur répartition par nationalité. Ce faisant, il porte exécution de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg, désignée ci-après « la loi la 16 décembre 2008 ». Aux termes de cette loi, le Conseil national pour étrangers devait continuer dans sa composition existante jusqu'à l'achèvement de son mandat en 2010.

Les principales nouveautés du projet de règlement grand-ducal par rapport au règlement grand-ducal existant portent sur la composition du Conseil national pour étrangers. A l'avenir, le nombre des représentants des étrangers passera de 15 à 22, y compris 7 membres représentant les pays tiers.

Le Conseil d'Etat marque son accord avec ces propositions.

Examen du texte

D'emblée, le Conseil d'Etat porte l'attention des auteurs du texte sur le fait que la lettre de saisine mentionne que les chambres professionnelles ont été consultées, tandis que le préambule du projet sous avis n'en fait aucunement état. Ce dernier est dès lors à adapter en conséquence.

Le texte du projet de règlement est subdivisé en trois chapitres. Il y a dès lors lieu d'ajouter le terme « chapitre » devant les chiffres I, II et III. Le chapitre III est subdivisé en trois sections, qu'il convient de numérotter de 1 à 3.

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

Le Conseil d'Etat propose de remplacer « Grande-Bretagne » par Royaume-Uni, terme désignant la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Pour des raisons de lisibilité il propose la formule suivante:

« **Art. 2.** (1) Les représentants des Etats membres de l'Union européenne se répartissent comme suit: (*tableau de la répartition*)

(2) Pour le Portugal, la France, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, il y a autant de membres suppléants que de membres effectifs.

(3) Pour l'ensemble des autres Etats membres de l'Union européenne, il y a 5 membres effectifs et 5 membres suppléants qui sont proposés dans l'ordre du nombre de voix obtenues, étant donné que les 5 candidats ayant obtenu le plus de voix sont proposés comme membres effectifs, sans qu'il puisse y avoir plus d'un membre effectif ou suppléant proposé par Etat. »

Articles 3 à 11

Sans observation.

Article 12

Sans observation particulière, sauf à préciser à l'alinéa 1^{er} pour des raisons de lisibilité du texte, que le ministre ayant dans ses attributions l'Intégration sera désigné par la suite par les termes « le ministre ».

Par ailleurs, le Conseil d'Etat se demande s'il est nécessaire de recourir à un règlement d'ordre relatif au déroulement des opérations électorales, tel qu'il est prévu à l'alinéa 4. Le règlement grand-ducal en projet pourrait utilement contenir lesdites dispositions.

Article 13

Sans observation.

Article 14

Le Conseil d'Etat propose de supprimer le bout de phrase « ...et ayant satisfait aux conditions de l'art.5, alinéa 2 ... » qui est superfétatoire.

Article 15

Sans observation.

Article 16

Pour des raisons rédactionnelles, le Conseil d'Etat propose la formule suivante de l'article sous revue:

« **Art. 16.** Les mandataires visés à l'article 15 sont convoqués par les soins de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration au moins huit jours avant le scrutin »

Article 17

Sans observation.

Article 18

Le Conseil d'Etat propose de reformuler l'article 18 comme suit:

« **Art. 18.** Les bulletins de vote, comportant les nom, prénoms, nationalité et domicile de tous les candidats éligibles sont distribués aux mandataires. »

Articles 22 à 24

Sans observation.

Articles 25 et 26 (25 selon le Conseil d'Etat)

Le Conseil d'Etat propose de réunir les articles 25 et 26 en un article unique formulé comme suit:

« **Art. 25.** Le dépouillement des bulletins est public et se fait par proclamation orale en assemblée à la suite du vote.

Les candidats ayant obtenu le plus de voix dans chacun des compartiments définis aux articles 1 à 4 sont représentants effectifs de chacune des nationalités. Les candidats classés en seconde position dans chaque compartiment sont représentants suppléants.

En cas d'égalité des voix, le départage se fait par tirage au sort. »

Les articles suivants sont à renuméroter en conséquence.

Articles 27 à 30 (26 à 29 selon le Conseil d'Etat)

Comme le scrutin conduit à l'établissement de deux listes, reprenant respectivement les représentants effectifs et les représentants suppléants, le

Conseil d'Etat propose de préciser aux articles 27 à 30 (26 à 29 selon le Conseil d'Etat) la référence aux « représentants » par l'expression « représentants effectifs et suppléants. »

Pour le surplus, ces articles ne donnent pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat.

Article 31 (30 selon le Conseil d'Etat)

Il y a lieu de citer correctement le règlement grand-ducal modifié du 29 mars 1995.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 octobre 2011.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Schroeder